

Réforme de l'administration : les syndicats furieux

REGION

CGSP, CSC et SLFP dénoncent la multiplication des structures mise en œuvre par le gouvernement

ANN-CHARLOTTE BERSIPONT

La paix sociale est mise en danger » : le titre du communiqué diffusé par les représentants syndicaux de l'administration bruxelloise ce lundi était sans équivoque. En front commun, le SLFP, la CSC et la CGSP-Ministère ont purement et simplement quitté la table des négociations à l'occasion d'une réunion avec la secrétaire d'Etat de la Fonction publique Fadila Laanan (PS). La pomme de discorde, c'est la réforme de l'administration en cours, avec laquelle le gouvernement bruxellois est en train de créer de nouvelles structures. Tout a commencé en juillet dernier, lorsque des fuites dans la presse ont fait état de la volonté de l'exécutif de créer deux nouveaux organismes d'intérêt public (OIP) pour l'urbanisme et la fiscalité. Le Crisp – le centre de recherche et d'information sociopolitiques – définit les OIP comme « *des organes indépendants qui ne font pas partie de l'administration tout en contribuant à l'action du gouvernement dont ils dépendent* ». Le Conseil d'Etat et le Conseil économique et social n'ont pas validé cette réforme et, finalement, deux nouveaux ministères seront créés. Notons aussi qu'en interne, de nouvelles directions générales sont créées.

Les syndicats sont très agacés par ce qu'ils estiment être « *une création inconsidérée d'organismes régionaux* » et « *un démantèlement de l'administration* ». Les mots sont ceux de Patrice De Brandt, secrétaire permanent CSC : « *On se retrouve avec trois ministères sur les bras, alors qu'on n'en a qu'un seul aujourd'hui, j'ai vraiment du mal à comprendre où se trouve la rationalisation.* »

Lui et ses collègues syndicalistes accusent le gouvernement de vouloir créer de nouveaux postes de directeurs pour des mandataires proches de la majorité... « *La politisation est de plus en plus claire*, poursuit-il. *Et ce sont les contribuables bruxellois qui vont payer pour la multiplication des bâtiments administratifs, les supports logistiques et les coûts en management.* »

Cet aspect a déjà été largement dénoncé par l'opposition régionale MR et Ecolo. Il y a peu, les Verts épinglaient la volonté de réforme institutionnelle et de bonne gouvernance portée par le ministre-président Rudi Vervoort (PS), estimant que cette dernière était peu compatible avec ce qui était en train de se passer au sein de l'administration bruxelloise.

Au-delà de la multiplication des structures, les syndicats regrettent encore le manque de vision du gouvernement : « *Fadila Laanan promet un plan stratégique pour l'administration, mais on dirait que la vision de la majorité sur cette dernière n'arrivera qu'après la réforme* » , déplore Patrice De Brandt. En attendant, l'ambiance semble compliquée au sein du service public : « *Les travailleurs sont découragés. Même des jeunes démissionnent* » , conclut-on du côté du SLFP. Aujourd'hui, les négociations sont rompues. Les syndicats souhaitent obtenir un rendez-vous avec le ministre-président pour obtenir des garanties « *sur la vision d'une réelle politique régionale en matière de fonction publique* » . Selon le front commun, les événements actuels vont complètement à l'encontre de ce qui avait été annoncé dans la déclaration de politique générale du gouvernement, à savoir : une meilleure gouvernance, une rationalisation et une centralisation des structures bruxelloises, qu'on sait relativement compliquées.